Le processus de décentralisation est en train de "s'ancrer dans la réalité"

Actualité Maroc

Posté par: Visiteur

Publié le : 12-06-2008 18:49:54

Le Maroc est dans une logique de décentralisation "forte", un processus qui est en train de "s'ancrer dans la réalité", a indiqué, mercredi à Casablanca, le ministre de l'Intérieur, M. Chakib Benmoussa.

Intervenant lors d'une table ronde organisée dans le cadre du symposium international initié par l'Observatoire Social International (OSI) et LMS Organisation & Ressources humaines sur la gouvernance, M. Benmoussa a expliqué que ce processus de décentralisation nécessite, certes, d'être renforcé davantage "mais la voie est tracée".

Le ministère s'est engagé dans un processus de décentralisation et de développement de ses structures en vue d'assurer une forte proximité des citoyens, a-t-il rappelé, évoquant, à cet égard, le nouveau concept d'autorité qui est une démarche consistant à "libérer les énergies" et à favoriser "la flexibilité" des agents d'autorité.

Les collectivités locales assument un rôle "conséquent", à travers la mise en place de partenariats diversifiés avec les différents acteurs publics et privés et le secteur associatif, notamment dans les grandes agglomérations, a-t-il dit, affirmant que l'Initiative nationale pour le développement humain (INDH) demeure un chantier qui est de nature à favoriser le développement de ces partenariats.

M. Benmoussa a, dans ce sens, mis l'accent sur l'importance d'accompagner les collectivités locales dans leur processus de développement, notant que ces structures, qui sont en train de promouvoir leur capacité managériale, connaissent certes des dysfonctionnements et demeurent les organismes qui subissent le plus de contrôles.

L'Etat a progressivement réajusté sa vision et procédé au lancement d'importantes réformes en vue de créer des synergies dans différents secteurs (enseignement, agriculture, justice...), a souligné le ministre, ajoutant que l'Etat a également adopté des démarches ouvertes consistant en l'implication des différents intervenants pour assurer le succès des réformes entreprises.

De son côté, le Directeur général de la Caisse de Dépôts et de Gestion (CDG), M. Mustapha Bakkoury, a mis l'accent sur les vertus du partenariat qui reste "un moyen de partage et d'acquisition d'expérience".

Certes, la CDG est une institution financière mais aussi de développement qui travaille en partenariat avec les secteurs privés nationaux et internationaux ainsi que le secteur associatif, a-t-il dit, passant en revue les perspectives de développement de la Caisse ainsi que les mécanismes d'accompagnement des PME par cette institution.

Après avoir souligné l'importance de cette rencontre qui est en mesure de contribuer à faire émerger

l'intelligence collective, au delà des différences culturelles, idéologiques et politiques pour formuler des propositions à même de contribuer à la justice et à l'équité sociale, le vice-président de l'OSI, M. Jean Kaspar a, pour sa part, insisté sur la nécessité d'un diagnostic commun pour l'élaboration d'une politique économique et sociale ainsi que sur la mise en place de stratégies de coopération entre les différents acteurs pour relever les défis et répondre aux différents problèmes.

"L'Etat, qui est appelé à redéfinir son rôle, a besoin des autres pour piloter la société", a-t-il estimé.

Par ailleurs, la présidente de l'OSI, Mme Muriel Morin, qui s'exprimait à l'ouverture de cette rencontre, a souligné la nécessité de trouver ensemble de nouveaux modes de gouvernance pour favoriser ces stratégies de coopération et mettre en oeuvre les synergies entre les acteurs.

Pour elle, les enjeux de la gouvernance résident dans la nécessité d'introduire des règles éthiques dans le fonctionnement des institutions.

Elle a exprimé l'espoir de voir les travaux de ce symposium contribuer à dégager des pistes d'action pour des gouvernances qui soient à la hauteur des enjeux actuels (économiques, sociaux, culturels et démocratiques).

De son côté, le rapporteur général adjoint de la commission pour la libéralisation de la croissance française, M. Emmanuel Macron a passé en revue les conclusions du rapport de cette commission et procédé à la présentation de l'expérience française en matière de gouvernance.

Ont pris part à cette rencontre, des acteurs publics et privés, des représentants des collectivités locales, des élus, des acteurs de la société civile ainsi que des experts internationaux en la matière.

MAP